

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie de l'Angola, qui repose sur les revenus pétroliers, connaît depuis 2016 une récession ayant entraîné une augmentation de sa dette, qui est passée de 57,1 % du PIB en 2015 à 120,3 % en 2020, selon les estimations. Afin de promouvoir la stabilité macroéconomique, les investissements privés et une économie plus diversifiée, le gouvernement a mis en place, au cours de deux dernières années, des réformes majeures, dont une taxe sur la valeur ajoutée, une loi sur la responsabilité fiscale, une libéralisation du système des taux de change et une loi sur les investissements privés et la privatisation. Cependant, la pandémie de la COVID-19 a réduit certains gains découlant de ces mesures. On estime que le PIB réel régressera de 4,5 % en 2020, alors que les estimations pre-COVID19 pour 2020 indiquaient la fin d'une longue récession avec une croissance de 1,2 % du PIB. La réduction des exportations de pétrole, principale source de revenus de l'Angola et qui représente environ 95 % des exportations du pays, a entraîné le creusement du déficit fiscal estimé à 4,5 % du PIB. La baisse des recettes des exportations pétrolières va accroître le déficit du compte courant à 2,1 % du PIB selon les estimations, comparé à 6 % d'excédent en 2019. L'inflation, estimée à 24,6 % en 2020, était tirée par une dévaluation cumulée de 36 % de la devise jusqu'à la mi-décembre.

La pandémie a accéléré les efforts de mise en place de KWENDA, le premier programme de transferts sociaux monétaires, qui est destiné à couvrir 1,6 million de familles pauvres. Cependant, la baisse des revenus du pétrole a freiné la capacité du gouvernement à préserver pleinement les moyens de subsistance des effets de la pandémie ; avec comme conséquence une aggravation de la situation sociale et économique. Le taux de chômage a atteint 34,0 % au troisième trimestre 2020, comparativement à 30,0 % un an auparavant, avec un chômage des jeunes grimpant de 54,2 % au troisième

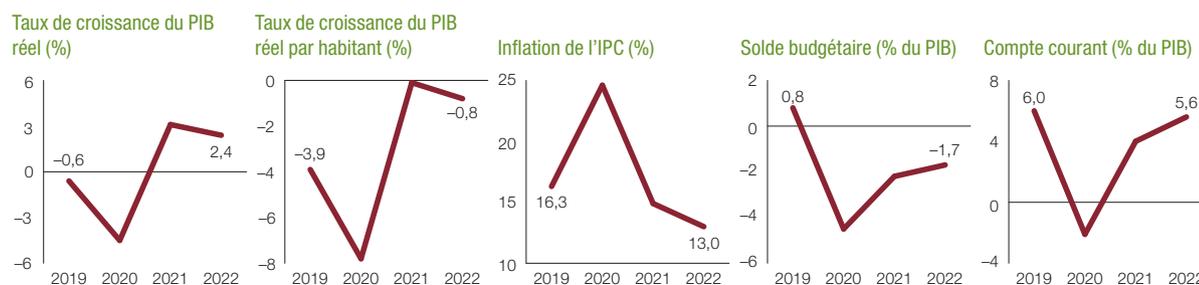
trimestre 2019 à 56,4 %. La pandémie devrait exacerber l'incidence officielle de la pauvreté, qui était de 40,6 % en 2019.

## Perspectives et risques

L'évolution vers un système flexible des taux de change en 2019 a permis d'atténuer l'impact de la baisse des prix du pétrole sur les réserves internationales. Les principales réformes antérieures à la pandémie devraient contribuer à une reprise en « V » en 2021. Le PIB devrait augmenter de 3,1 %, à condition que la performance du secteur privé non pétrolier s'améliore. Par ailleurs, l'augmentation du prix du baril de pétrole Brent, passant d'environ 30 USD par baril en mars 2020 à plus de 50,40 USD à la mi-décembre 2020, devrait augmenter les recettes fiscales. L'inflation devrait chuter à 14,9 % en 2021 à la suite d'un assouplissement monétaire réalisé pour alléger la pression de la crise sur l'inflation. Le principal risque lié à l'économie angolaise est le faible prix du pétrole en 2021. Toutefois, si la reprise des prix du pétrole persiste, le déficit budgétaire pourrait être réduit à 2,2 % du PIB et le compte courant revenir à une position excédentaire de 4,0 % du PIB en 2021.

## Questions et options de financement

La récente dépréciation du taux de change constituait le principal facteur de changement de la dette publique en Angola, dont environ 80 % étaient libellés en devises étrangères. Cependant, les principales réformes macroéconomiques mises en place avant la pandémie de la COVID-19 ont renforcé la résilience du pays aux chocs externes. Aussi, le Fonds monétaire international, après avoir reporté les paiements dus au titre des intérêts et du capital dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette du G20, estime que la dette est viable.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.